

Paru dans *Informations ouvrières* n° 526, semaine du 25 au 31 octobre 2018

Soutien inconditionnel à Mélenchon

La semaine mouvementée qui vient de s'écouler en dit plus long qu'il n'y paraît sur la situation de ce pays.

Le mardi 16 octobre, en quelques heures, tous les grands médias ont été mobilisés pour accuser La France insoumise et Jean-Luc Mélenchon de tous les maux.

Jean-Luc Mélenchon serait devenu l'ennemi principal de la démocratie dans ce pays, pour avoir accusé la justice de subordination au pouvoir, pour avoir osé accuser le pouvoir d'être l'instigateur de la provocation organisée contre lui et son mouvement...

Pour être juste, il nous faut constater que de nombreuses personnalités « de gauche » ont profité de ce déchaînement pour prendre leurs distances, comme l'a fait le porte-parole du PCF, justifiant « la colère contre l'ampleur de la perquisition » pour immédiatement regretter : « *Ce n'est pas un dérapage, il ne faut pas oublier qu'il a théorisé cette conflictualité.* »

Mais de qui se moquent ces professeurs de « bonnes manières » et de morale républicaine ?

Les faits sont là.

Jean-Luc Mélenchon a-t-il eu raison ou tort de voir dans la concomitance entre la date de la perquisition de son mouvement et le jour de la présentation du gouvernement remanié une décision du pouvoir ?

A-t-il eu raison ou tort de voir dans l'incroyable déploiement de forces de police – armées et pour certaines équipées de gilets pare-balles – mobilisées pour cette perquisition, un acte visant à manifester l'autorité du pouvoir ?

A-t-il eu raison ou tort d'y voir un acte

visant à le terroriser, lui et son mouvement ?

La réponse à la question posée sur l'indépendance de la justice, c'est Macron lui-même qui la donne : « *Nous avons une Constitution, elle est claire, l'autorité judiciaire est indépendante dans notre pays et j'en suis le garant. Pour tout le monde. N'en déplaise à certains, il n'y a pas d'exception.* »

Bref, la justice est indépendante, car, selon la Constitution, j'en suis le garant... Point final, circulez, il n'y a rien d'autre à voir.

Il faut se rendre à l'évidence, les rodomontades du pouvoir, ses menaces, l'outrance qui ont marqué ces derniers jours sont d'abord et avant tout l'expression la plus claire de sa faiblesse.

Un pouvoir isolé comme jamais (70 % de mécontents du gouvernement selon *Le Journal du dimanche*), marqué par les défections de ministres de premier plan, par l'inexistence du parti du président, lâché par une large couche d'élus attachés à leurs territoires... et qui décide d'aller jusqu'au bout pour poursuivre à marche forcée la « transformation » de toute la société.

Un pouvoir qui décide de soumettre le pays tout entier au régime draconien du « management » d'entreprise, taillant dans le vif des hôpitaux, du système scolaire, privatisant à grande échelle et détruisant le socle des acquis sociaux de 1936 et 1945.

Mais un pouvoir conscient de sa fragilité, un pouvoir qui sent le sol se dérober sous ses pieds et qui, pour donner

l'illusion de sa capacité à agir sans faiblesse, est poussé à utiliser les pouvoirs que lui confèrent les institutions de la V^e République pour organiser à partir de là toute une série d'expédients.

Un engrenage est en train de s'enclencher qui est porteur de tous les dangers.

Dans cette situation, s'il s'est trouvé au sein de la petite couche des responsables de la gauche traditionnelle des voix soucieuses de se démarquer du « verbe » et des « colères » de Jean-Luc Mélenchon, à l'autre bout de la société, c'est l'inverse.

Chez les retraités dont les pensions sont amputées de la CSG, chez les étudiants privés de facultés, chez les cheminots, chez le personnel hospitalier, chez les ouvriers... c'est la sympathie qui l'emporte : « *Enfin un langage qu'on comprend !* »

De la sympathie pour le « non, je ne regrette rien. On m'interdit d'entrer dans mon propre mouvement et c'est moi qui devrais regretter ? » lancé face à la presse par Jean-Luc Mélenchon.

Une sympathie qui se mêle et prolonge un sentiment qui grandit dans les profondeurs de la société et qu'on peut résumer par ces mots : « *Le moment approche où il va falloir dire clairement et nettement : c'en est trop !* »

C'est avec raison que, dans son soutien du 18 octobre, le POI, « *attaché à la défense des libertés démocratiques indissociable de la défense de toutes les conquêtes sociales de la classe ouvrière, appelle ses militants à faire bloc avec les*

militants injustement attaqués et calomniés afin d'élargir la résistance à un pouvoir complètement délégitimé par ses actes. »

Cette dimension, sans nul doute, prendra sa place dans la discussion du rassemblement appelé le 10 novembre par le Comité national de résistance et de reconquête (CNRR).

**La rédaction
d'Informations ouvrières**